

L'avis de l'expert

La force de la gauche dans les exécutifs cantonaux est une spécificité romande

Les dernières élections cantonales en Suisse romande ont confirmé le déclin du Parti radical et l'ascension de l'UDC et des Verts dans les parlements. Le Parti socialiste conforte sa place de leader

A l'approche des élections fédérales de 2007, le président du Parti radical, Fulvio Pelli, s'est fixé pour objectif de reconquérir six des onze sièges perdus en 2003, tout en admettant que cet objectif ne concernait pas la Suisse romande (LT du 20.09.2006).

On comprend pourquoi: selon notre indice de la force des partis dans les parlements cantonaux, le PRD apparaît comme le principal perdant des élections qui se sont déroulées dans cinq des six cantons romands depuis 2003 (graphique 1); en valeur pondérée, c'est-à-dire en tenant compte de la taille des cantons, la force du Parti radical a reculé de 2%, en plus des 5% égarés entre 1996 et 2003. Certes, le PRD se maintient et progresse même dans les exécutifs cantonaux (graphique 2): il a reconquis un siège dans le canton de Genève et dans le canton du Jura, et a manqué de peu un siège supplémentaire dans le canton de Fribourg. Mais il semble par contre incapable d'entraver son déclin dans les législatifs cantonaux de la Suisse romande.

Le PS est nettement surreprésenté dans les exécutifs cantonaux romands, alors que jusqu'à la fin des années 1990, la gauche y était au contraire sous-représentée

Au niveau parlementaire, les grands vainqueurs des dernières élections cantonales, en Suisse romande comme dans le reste de la Suisse, sont l'UDC et les Verts. Les Verts ont plus que doublé leur représentation dans les parlements cantonaux romands au cours des dix dernières années (de 4,3% à 9,5%), ceci essentiellement dans les cantons non catholiques. L'UDC a entamé sa progression plus tard que les Verts, mais celle-ci a été plus rapide: la part des sièges UDC dans les parlements de la Suisse romande a plus que triplé entre 2000 et 2006 (de 3,6% à 11,3%). En dépit de cette ascension, l'UDC est toujours deux à trois fois moins forte en Suisse romande qu'en Suisse alémanique. Elle pourrait donc encore progresser dans les années à venir.



Pascal Sciarini

Professeur et directeur du Département de science politique de l'Université de Genève



Daniel Bochler

Assistant de recherche au Département de science politique de l'Université de Genève

De son côté, le Parti libéral est mieux parvenu à contenir ses pertes dans les parlements romands que son «cousin» radical, mais la tendance est aussi à la baisse – et ceci plus encore dans les gouvernements cantonaux. Le Parti démocrate chrétien se caractérise quant à lui par une force parlementaire étonnamment stable depuis une bonne quinzaine d'années. Toutefois, cette stabilité masque un problème endémique (LT du 14.09.2006): le PDC se maintient certes très bien dans ses fiefs traditionnels catholiques, mais il ne décolle pas dans les autres cantons; il n'est pas représenté dans le canton de Neuchâtel et ne dépasse pas la barre des 5% dans le canton de Vaud.

Les derniers scrutins cantonaux ont permis au Parti socialiste de consolider sa position de numéro un en Suisse romande, dans les parlements et, plus encore, dans les gouvernements. A ce titre, on note que le PS est nettement «surreprésenté» dans les exécutifs cantonaux romands, dans le sens qu'il y détient un nombre de sièges sensiblement supérieur à sa force électorale dans les parlements: le PS occupe 28% des sièges gouvernementaux, mais «seulement» 22% des sièges parlementaires. Cette surreprésentation vaut également en partie pour les Verts, qui détiennent plus de 13% des sièges gouvernementaux, alors que leur force parlementaire est inférieure à 10%. A en croire ces chiffres, les socialistes et – dans une moindre mesure – les Verts s'affirment comme piliers des «coalitions» gouvernementales dans les cantons romands. Au point de faire parfois basculer la majorité à gauche, comme à Genève ou à Neuchâtel.

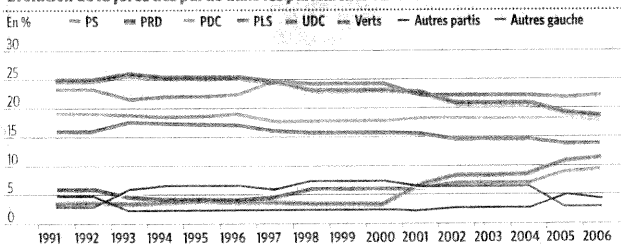
Cette surreprésentation de la gauche dans les exécutifs romands est un phénomène récent: jusqu'à la fin des années 1990, la gauche était au contraire sous-représentée dans les gouvernements cantonaux; elle a renversé l'équilibre à son avantage en 2002 (gain d'un siège supplémentaire pour le PS dans les cantons de Vaud et du Jura), puis en 2005 (gain d'un siège supplémentaire pour les Verts à Genève et entrée de ces mêmes Verts au gouvernement neuchâtelois). Tant la force de la gauche dans les parlements, que sa surreprésentation dans les exécutifs, constitue une spécificité romande. En Suisse alémanique, la droite est tou-

jours très nettement majoritaire dans les parlements cantonaux et ce sont toujours les deux partis du centre droit, le PDC et le PRD, qui profitent d'une surreprésentation dans les gouvernements cantonaux.

Au-delà de ces différences, les cantons romands et les cantons alémaniques présentent au moins une caractéristique commune: l'incapacité de l'UDC à traduire ses succès électoraux dans les parlements par une progression similaire dans les gouvernements cantonaux. Alors que l'UDC détient désormais plus de 10% des sièges parlementaires en Suisse romande, elle n'a toujours qu'un seul représentant dans un gouvernement cantonal (Vaud), si bien que sa force dans les gouvernements cantonaux romands stagne à 5%. Les raisons de ce décalage entre force parlementaire et force gouvernementale sont connues (LT du 27.10.2006). Elles tiennent d'une part à la «jeunesse» de certaines sections UDC romandes, qui ne sont pas encore suffisamment établies au niveau cantonal et d'autre part – et surtout – au profil oppositionnel très marqué de l'UDC, qui est certes à la base de son succès électoral dans les parlements, mais qui la rend peu attractive comme parti gouvernemental – pour ses éventuels partenaires électoraux comme pour les électeurs eux-mêmes.

Le printemps prochain, le canton de Vaud va boucler la ronde des élections cantonales en Suisse romande. Ce rendez-vous électoral, dans le canton romand le plus peuplé, va nécessairement influencer notre tableau statistique de la force des partis politiques. Sur le fond, la question qui se pose est bien évidemment de savoir si les élections vaudoises vont confirmer, ou non, les tendances récentes observées dans les autres cantons romands: s'agissant d'abord des élections au Grand Conseil, la droite libérale sera-t-elle capable de contenir la vague UDC? De même à gauche, la percée des Verts va-t-elle se poursuivre et, si oui, au détriment de qui? S'agissant ensuite des élections au Conseil d'Etat, Vaud sera-t-il le troisième canton romand à basculer à gauche, après Neuchâtel et Genève? A six mois des élections fédérales, ce scrutin aura en tout cas valeur de test.

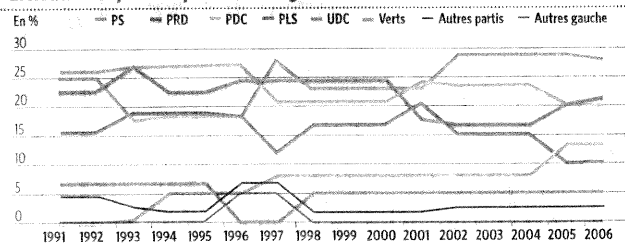
Evolution de la force des partis dans les parlements cantonaux de Suisse romande



L'indice de la force des partis dans les parlements et gouvernements cantonaux se base sur le nombre de sièges détenus par chaque parti. Il prend en compte les différences de taille des cantons, en pondérant le nombre de sièges (parlementaires ou gouvernementaux) par la taille de la population cantonale. Cette pondération permet par exemple de comparer la force des partis dans les parlements cantonaux avec leur force au Conseil national.

SOURCE: UNIVERSITÉ DE GENÈVE

Evolution de la force des partis dans les gouvernements cantonaux de Suisse romande



58